



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/L-Alliance-reclame-une-intervention-immEDIATE-du-gouvernement-pour-s-attaquer-a>

75 % du personnel et 58 % des élèves seraient affectés à
l'école Louis-Riel-Baril

**L'Alliance réclame une
intervention immédiate du
gouvernement pour s'attaquer
à la mauvaise qualité de l'air
dans les écoles de la CSDM**

Date de mise en ligne : mercredi 19 juin 2013

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 19 juin 2013 - La Direction de la santé publique de Montréal a annoncé hier soir aux représentants du comité de vigie de l'école Louis-Riel et de l'école Baril, les résultats de son enquête sur la santé des élèves et des membres du personnel qui fréquentent cet édifice. Plus de 58 % des élèves et 75 % des membres du personnel seraient affectés par des problèmes de santé probablement reliés à la qualité de l'air dans cette école.

« Le nombre d'élèves et de membres du personnel présentant des problèmes de santé est énormément élevé. L'édifice de l'école Louis-Riel a subi des dommages importants au cours des dernières années et le personnel de cette école secondaire multiplie les démarches depuis près d'une dizaine d'années en signalant leurs problèmes de santé récurrents aux autorités pour qu'ils remédient à la situation. Voilà maintenant, que s'ajoutent aux quelque 1200 élèves et 100 membres du personnel de Louis-Riel, les 300 élèves et 40 membres du personnel de l'école Baril qui se sont réfugiés dans cette école secondaire après que bon nombre d'entre eux eut subi divers problèmes de santé causés par la moisissure non seulement dans l'école Baril, mais aussi dans les écoles Hochelaga et St-Nom-de-Jésus. Ces écoles sont également fermées aujourd'hui à cause de la moisissure et l'école Baril y avait été relocalisée. Il faut agir dès maintenant pour protéger la santé des élèves et du personnel de l'école Baril, mais également de l'ensemble des écoles de la CSDM dont la vétusté et le déficit d'entretien des édifices ont été démontrés dans le rapport Foucault-Maestro. Seuls une intervention immédiate et un investissement considérable du gouvernement du Québec permettront d'assurer la santé et la sécurité des milliers d'élèves et des membres du personnel de la CSDM affectés par la mauvaise qualité de l'air », de commenter madame Catherine Renaud, présidente de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal.

L'Alliance, de concert avec les autres syndicats du personnel de la CSDM et du Comité central des parents de la CSDM, a lancé en février dernier la Coalition pour des écoles saines à la CSDM notamment pour réclamer du gouvernement du Québec un budget supplémentaire de 100 M\$ par année pour les 10 prochaines années afin d'atténuer le déficit d'entretien du parc immobilier de la CSDM et de procéder à des rénovations majeures dans plusieurs écoles et à la démolition des écoles contaminées ainsi qu'à la reconstruction des écoles fermées.

À ce jour, l'annexe St-Raymond et l'annexe Sainte-Jeanne D'Arc ainsi que les écoles Baril, Hochelaga, Saint-Nom-de-Jésus et Saint-Gérard ont été fermées au cours des deux dernières années. De plus, l'école Sainte-Lucie devra déménager en septembre 2014 pour permettre des rénovations majeures à l'édifice aussi causées par la moisissure. L'école Louis-Riel pourrait donc devenir la huitième école où le niveau de contamination provoquerait une relocalisation.

« Depuis le lancement de la coalition, madame Marie Malavoy, ministre de l'Éducation, fait la sourde oreille aux demandes de la coalition. Le gouvernement Marois multiplie pourtant les annonces d'investissements dans les écoles sans pour autant avoir confirmé quoi que ce soit relativement à la reconstruction de cinq des six écoles fermées à cause de la contamination et des dizaines d'autres écoles où des rénovations doivent être effectuées avant que la situation dégénère. Le gouvernement a annoncé en grandes pompes un fonds d'investissement de 60 G\$ pour les 10 prochaines années visant à rénover les infrastructures publiques. Les demandes de la coalition rejoignent totalement les objectifs de ce fonds. Des élèves et du personnel sont malades, qu'est-ce que le gouvernement Marois attend pour confirmer son financement indispensable à la résolution de ce problème ? » d'ajouter madame Renaud.